

Monsieur le Président de la République,

Madame et monsieur les ministres,

Chers collègues élus,

Mesdames, messieurs,

Vous êtes aujourd'hui, Monsieur le Président, devant des représentants du peuple de la Guadeloupe.

Il y a ici des parlementaires, des maires, des conseillers régionaux, généraux et municipaux. Il y a aussi des représentants consulaires et syndicaux. Dans notre singularité et dans notre diversité, chacun d'entre nous, ici, détient une parcelle de la légitimité démocratique que nous ont confiée, d'une façon où d'une autre, les citoyens par leurs suffrages.

La société civile est également représentée aujourd'hui avec de nombreux responsables d'associations ou autres corps intermédiaires.

Nous ne sommes évidemment pas, à nous seuls, élus, toute la Guadeloupe. Mais chacun d'entre nous, un jour, a fait le choix de représenter les Guadeloupéens en leur soumettant ses idées, ses convictions et ses projets d'avenir pour notre terre. Oui, un jour, nous avons tous voulu croire que pour changer la vie, progresser, s'émanciper, lutter contre les injustices et conquérir la part de bonheur

à laquelle notre peuple aspire, il y a mieux que la violence, mieux que l'arbitraire, mieux que la haine, mieux que tout ce qui, chez nous particulièrement, a déjà meurtri notre passé, bousculé notre présent et menace d'obscurcir notre avenir...

Oui, Monsieur le Président, nous croyons simplement en **la République** et en **la démocratie**, ces deux acquis primordiaux qui constituent une part essentielle du lien qui nous unit à la France et qui nous apporte ce bien précieux et inaliénable : **la liberté**.

Je dois vous dire, Monsieur le Président, que l'assemblée que nous formons aujourd'hui est sensible au respect de votre promesse, formulée le 19 février dernier, de venir sur place prendre la mesure des défis que la Guadeloupe doit relever. Quelques semaines après une crise sociale qui a marqué les esprits et dont les conséquences sociales et économiques se feront longtemps sentir, votre présence et votre parole étaient attendues. Il est important qu'à l'occasion de cette première visite en tant que Président de la République, vous puissiez aussi mieux connaître l'âme profonde de notre Guadeloupe.

Nous avons évoqué, Jacques GILLOT et moi-même, la nécessité d'une réflexion collective : vous l'avez organisée à travers les Etats généraux qui nous réunissent aujourd'hui. Nous, élus, pour la plupart jouons le jeu et nous prolongeons la démarche par nos travaux,

engagés avant-hier, sur la formalisation d'un projet guadeloupéen.

Nous recevons également, Monsieur le Président, comme une marque de considération à l'égard de la Guadeloupe et des Outre-mers en général, la nomination d'un enfant du pays au poste délicat de secrétaire d'Etat à l'Outre-mer. Nous en ressentons tous sincèrement une réelle fierté. Bien sûr, au-delà de cette fierté, il y aura une forte attente de notre part, s'agissant d'un membre du gouvernement forcément sensible à nos préoccupations et averti de nos dossiers.

La crise , le malaise

Puisqu'il me revient l'honneur de m'exprimer devant vous, il me paraît important, de rappeler quelques évidences sur la crise que nous venons de traverser, au moment où certains, depuis la rue, avouent leur volonté de « déconstruire la Guadeloupe » et d'incarner un pouvoir et une autorité distincts des institutions démocratiquement élues.

La crise sociale qui a pris forme en décembre dernier a été le révélateur d'un malaise qui touche l'ensemble des outre-mers. Un malaise que chaque territoire a exprimé avec ses nuances et ses spécificités. Un malaise qui – souffrez que je le dise devant vous – n'a pas été assez vite considéré à sa juste mesure par un Gouvernement

qui n'a pas su diagnostiquer à temps et donc traiter le mal dont souffrait la Guadeloupe. Pire, pendant cette crise, certains commentaires, telle ou telle sondage, ou encore les comptes régulièrement présentés de ce que « coûte » l'Outre-mer, ont nourri les soupçons d'une volonté « cartériste » de largage et accentué le malaise.

En revanche, les causes de ce malaise, il semble que vous les ayez bien identifiées dans votre adresse au Parlement réuni au Congrès de Versailles lundi dernier.

Il y a bien sûr les questions identitaires, complexes, nées du rapport tumultueux que nous entretenons avec une histoire trop longtemps occultée par les autorités pour qu'aient pu être purgées les méfiances, les peurs, les douleurs et les non-dits.

Mais les racines de ce malaise plongent aussi dans des promesses d'égalité réelle qui tardent à se concrétiser et dans la difficulté qu'éprouve la République à intégrer dans ses principes philosophiques, dans son corpus idéologique, dans ses fondements juridiques la prise en compte de la différence et des diversités. Notre République au nom des principes, respectables et généreux, d'égalité, d'unité et d'indivisibilité n'est pas toujours à l'aise avec la différence !

Ces promesses non tenues et cette difficulté à comprendre que la différence est une richesse et non une menace pour la République minent notre pacte social, menacent la cohésion sociale et conduisent certains à s'interroger sur la nature même du lien qui unit notre territoire à la République.

Certes, les revendications de la Guadeloupe en faveur d'une société plus juste, de rapports sociaux apaisés, d'un développement économique durable mis au service de l'Homme, peuvent ne pas apparaître très différentes de celles qui s'expriment n'importe où ailleurs dans la France en crise. ..

Mais, il faut que nous vous disions qu'en réalité, il s'agit d'une crise beaucoup plus complexe, une crise de société et que les réponses à y apporter doivent être forcément d'une autre ampleur ...

... **chez nous**, où il est impossible de vivre décemment avec le salaire d'un emploi aidé quand tout coûte tellement plus cher qu'ailleurs ;

... **chez nous**, où il faut entendre les frustrations de trop nombreux jeunes qui ne voient pas d'issue au chômage, à la précarité, aux discriminations à l'embauche et qui sont choqués par le train de vie des plus riches ;

... **chez nous**, où des monopoles arrogants et sans scrupules exploitent la population avec, parfois, l'inertie condamnable des autorités ;

... **chez nous**, où nous ne pouvons nier l'existence de rapports complexes entre communautés, rapports marqués par l'Histoire, perpétués par l'économie, aux tensions attisées par l'imbécillité !

... **chez nous** où l'absence répétée de volontarisme et d'interventionnisme de l'Etat laisse prospérer sous le soleil les injustices et les inégalités et pour tout dire les « pwofitasyons » qui ne sont pas le produit du seul cadre institutionnel actuel.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, il est plus qu'urgent que la République trouve avec nous les voies et les moyens de tenir sa promesse d'égalité réelle. Sans tomber dans le différencialisme, la méthode de la discrimination positive territoriale évoquée au Congrès de Versailles est à poursuivre et à mieux pratiquer.

Depuis le 4 mars dernier, date de la signature de l'accord qui a permis de sortir de la crise qui nous paralysait, la parole de l'Etat est engagée sur plusieurs dossiers cruciaux :

- le plan santé Outre-mer et le développement de l'offre de soins

- le plan d'urgence pour la formation professionnelle et l'emploi des jeunes doit être, quant à lui, un vrai plan « Marshall » pour notre jeunesse, si durement frappée par le chômage. L'Ecole de la deuxième chance que vous citez en exemple, il y a peu, existe en Guadeloupe

depuis 18 mois. Nous vous proposons, notamment, d'accompagner son développement et son implantation en plusieurs points de notre territoire.

Oui, Monsieur le Président, les urgences sont nombreuses, mais il est encore temps d'agir!

Pour les emplois aidés, qui ont le sentiment d'avoir pris racine dans une antichambre de la précarité...

Pour les finances des collectivités locales, touchées de plein fouet par l'effondrement de leurs recettes fiscales après la crise...

La Guadeloupe positive

Aujourd'hui, la Guadeloupe qui est devant vous est soucieuse de dépasser l'image véhiculée ces derniers mois d'une population sans cesse contestataire et qui laisse trop souvent parler le sang mêlé de lave qui irrigue ses artères.

L'Hexagone doit savoir que la Guadeloupe est aussi une terre riche et fertile que nos voisins pourraient nous envier, que c'est une jeunesse talentueuse et volontaire qui atteint l'excellence dans bien des domaines, que c'est aussi un esprit d'entreprise audacieux et dynamique qui nous classe régulièrement parmi les premières régions

de France pour la création d'entreprises, que ce sont aussi des femmes et des hommes qui, chaque jour, dans les associations, les entreprises, les collectivités s'emploient à faire progresser notre économie, à créer du lien social, à former les jeunes, à prendre soin des moins jeunes, à valoriser notre culture.

L'Hexagone doit également savoir que la Guadeloupe est née diverse, multiethnique, multiconfessionnelle, qu'elle s'est construite avec des bras de toutes les couleurs et que ses enfants ont la couleur de demain ! C'est bien le général de Gaulle qui soutenait que le métissage est l'avenir du monde.

C'est une terre accueillante, avec ses traditions, sa culture et je prétends que quiconque les respecte et les partage est le bienvenu ici et peut travailler avec nous à construire ce pays !

C'est aujourd'hui cette Guadeloupe, jeune, énergique, dynamique et entreprenante qui se tourne vers ses responsables locaux et nationaux et qui nous demande d'unir nos efforts pour permettre enfin à nos potentiels de se réaliser. Elle nous demande un « liyannaj' pour » et pas seulement un « liyannaj' contre ».

C'est cette Guadeloupe moderne et positive qui nous demande de refonder notre rapport à la République sur la base de liens apaisés et

sereins.

La refondation du lien avec la République

Cette refondation de la place des outre-mers dans la République passe nécessairement par l'expression renouvelée de notre volonté commune de vivre ensemble et par des projets d'avenir partagé nous permettant à nous, Guadeloupéens, d'assumer notre identité propre, notre culture et nos spécificités, tout en contribuant sans réserve à enrichir le patrimoine commun.

Notre petite Guadeloupe a déjà tant apporté au rayonnement de la France des sports, des arts, des lois et des lettres, qu'elle veut pouvoir faire de même dans l'entreprise, dans les sciences, dans la technologie, dans la protection de la planète, où ses talents sont aussi nombreux.

La refondation de notre place dans la République passe aussi par notre capacité à nous interroger sur notre propre rapport à la République et à l'assumer.

Je crois qu'il est temps de ne plus invoquer en permanence le passé colonial et esclavagiste pour expliquer nos propres insuffisances. Il est temps de prendre conscience que la France n'est plus ici dans une logique colonialiste. En somme, il est temps de nous sentir à l'aise dans et avec la République, car nous savons que nous pouvons en

sortir à tout moment, par notre seule volonté.

C'est pour cela que nous voulons vous dire, Monsieur le Président, que nos feuilles de route existent déjà dans presque tous les domaines, car cela fait déjà longtemps que nous réfléchissons et que nous débattons. Le Conseil régional et le Conseil général, avec leurs partenaires ont déjà réalisé, depuis 2004, une cinquantaine de plans et documents de prospective qui pensent la Guadeloupe à l'horizon 2030-2050.

La question statutaire et institutionnelle

Alors cette refondation passe-t-elle par une nécessaire réforme statutaire et institutionnelle ? Certains le pensent, qui voudraient vous voir annoncer aujourd'hui, ici même, des décisions en ce sens. Or, les outils qui nous permettent de prendre en main notre destin sont inscrits dans la Constitution. La Réunion a choisi le statu quo. Mayotte a choisi de devenir un département de plein exercice. Saint-Martin, Saint-Barthélemy, la Polynésie et la Nouvelle Calédonie ont choisi une autre voie, celle de l'autonomie, sans pour autant avoir encore réglé ni le scandale des « pwofitasyons », ni le malaise identitaire.

Nous avons déjà démontré, nous aussi, notre volonté d'utiliser ces outils en demandant et en obtenant pour la Région Guadeloupe

l'habilitation à fixer la règle, autrement dit à légiférer et à réglementer, dans les domaines des énergies et de la formation professionnelle. Un vaste champ des possibles s'offre à nous pour continuer sur cette voie.

Mais pour aller plus loin, vous le savez et nul ne doit plus l'ignorer : c'est aux Guadeloupéens et à leurs élus que la Constitution de la Vème République donne aujourd'hui, dans une très large mesure, la maîtrise de l'avenir institutionnel et statutaire de l'archipel.

Les Guadeloupéens n'attendent donc pas, Monsieur le Président, que l'on pense ou que l'on décide à leur place, ni de Paris, ni de Fort-de-France, ni de Cayenne. La résolution adoptée avant-hier à l'unanimité par le Congrès des élus guadeloupéens ne dit pas autre chose. Les Guadeloupéens savent en effet que les chemins qui peuvent les conduire vers davantage d'autonomie sont nombreux et balisés par la Constitution et qu'il leur suffit de décider, démocratiquement, de les emprunter... Nous n'avons pas peur du changement. Nous voulons simplement avancer à notre rythme.

Ni immobilisme, ni précipitation. Mais détermination sereine et raisonnée, selon notre cadence.

En fait, Monsieur le président... Et s'il nous restait, tout simplement, ayons ensemble, je vous le demande, la volonté de faire vivre ici ce que nous enseigne la belle devise européenne : travaillons à être « Unis dans la diversité ».

Merci pour votre écoute.